ASSEMBLÉE NATIONALE

12 juillet 2023

RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES ÉLUS LOCAUX DANS LA MISE EN ŒUVRE
DE LA LUTTE CONTRE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS - (N° 1511)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 2

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 3

I. – Substituer à l'alinéa 1 les trois alinéas suivants :

« I. – L'article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 précitée est ainsi modifié :

« 1° À la seconde phrase du 4° du III, les mots : « au V » sont remplacés par les mots : « à l'article L. 1111-9-2 du code général des collectivités territoriales »

« 2° Le V est abrogé. »

II. – En conséquence, après l'alinéa 1, insérer l'alinéa suivant :

« II. – Après l'article L. 1111-9-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 1111-9-2 ainsi rédigé : »

III. – En conséquence, au début de l'alinéa 2, substituer à la mention :

« V. »

la mention :

« Art. L. 1111-9-2.- ».

IV. – En conséquence, à l'alinéa 15, supprimer les mots :

« le président du conseil exécutif de la collectivité de Corse , ».

V. – En conséquence, après l’alinéa 15, insérer l’alinéa suivant :

« En Corse, la chambre des territoires prévue à l’article L. 4421-3 du code général des collectivités territoriales se substitue à la conférence régionale de gouvernance de la politique de réduction de l’artificialisation des sols. »

VI. – En conséquence, à la fin de la dernière phrase de l’alinéa 16, substituer aux mots :

« à l’article L. 4251-5 du code général des collectivités territoriales »

les mots :

« selon les cas aux articles L. 4251-5, L. 4424-13 et L. 4433-10 du présent code et à l’article L. 123-7 du code de l’urbanisme. »

VII. – En conséquence, à la fin de l’alinéa 17, substituer aux mots :

« aux 7° et 8° du III du présent article »

les mots :

« au 8° du III de l’article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. »

VIII. – En conséquence, à la seconde phrase de l’alinéa 18, substituer à la référence :

« V »

le mot :

« article ».

IX. – En conséquence, à la première phrase de l’alinéa 20, substituer aux mots :

« du code général des collectivités territoriales »

les mots :

« du présent code ».

X. – En conséquence, à la fin de la deuxième phrase du même alinéa, supprimer les mots :

« prévue au deuxième alinéa de l’article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales ».

XI. – En conséquence, à l’avant dernière phrase du même alinéa, substituer à la référence :

« V »

le mot :

« article ».

XII. – En conséquence, à la première phrase de l’alinéa 24, substituer aux mots :

« mentionnée au deuxième alinéa de l’article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales, au quatrième alinéa du I de l’article L. 4424-9 du même code, au troisième alinéa de l’article L. 4433-7 dudit code et au dernier alinéa de l’article L. 123-1 du code de l’urbanisme »

les mots :

« prévue pour les documents de planification régionale ».

XIII. – En conséquence, à l’alinéa 27, substituer aux mots :

« 1^{er} juillet et le 31 décembre »

les mots :

« 1^{er} janvier et le 30 juin ».

XIV. – En conséquence, au même alinéa, substituer à la référence :

« V »

le mot :

« article ».

XV. – En conséquence, supprimer l’alinéa 28.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L’article 3 de la proposition de loi qui modifie le V de l’article 194 de la loi Climat et résilience vise à instaurer une conférence régionale de gouvernance pour la lutte contre l’artificialisation des sols à la place de la conférence dite des SCoT. Elle sera pérenne. Il est donc proposé de procéder à sa codification au code général des collectivités territoriales.

Cet amendement propose également des mesures de cohérence.